

Heureusement pour moi, les participants à d'autres réunions ont beaucoup mieux accepté la politique des deux langues officielles et la politique de multiculturalisme de notre pays, pourvu qu'elles s'appliquent également dans toutes les provinces. Les participants se sont dits très préoccupés de la loi sur l'affichage uniquement en français qui existe actuellement au Québec. Bien que la majeure partie d'entre eux aient appuyé notre politique de bilinguisme, ils ont estimé qu'elle devrait s'appliquer également à toutes les langues.

L'idée de la réforme du Sénat et de la nomination des juges de la Cour suprême a été acceptée de façon mitigée. Les participants ont fortement souscrit à l'autonomie politique des autochtones et à la reconnaissance de leurs droits inhérents.

Les réactions, tant négatives que positives, à l'insertion du droit à la propriété dans la Constitution ont été mitigées, tout comme l'acceptation de la notion que le Canada devrait prévoir la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

J'ai présenté les conclusions des habitants de la circonscription de Northumberland au comité mixte. Il a en main le document en question, dont je lisais des extraits. Pour poursuivre, je voudrais maintenant lire une lettre que j'ai reçue de la municipalité de Port Hope, dans laquelle on exprime, à mon avis, l'opinion générale de mes électeurs. Ils m'informaient d'une proposition adoptée, le 25 novembre dernier, par le conseil municipal de Port Hope dont voici le texte: «Attendu que nous sommes avant tout des Canadiens, attendu que notre pays se trouve en grand danger à cause de la crise constitutionnelle et attendu que nos ancêtres et nos citoyens ont combattu et donné leur vie pour préserver l'unité de ce grand pays, il est décidé que le conseil municipal de Port Hope communiquera avec les chefs des principaux partis politiques pour les inviter à mettre de côté leurs programmes politiques et leurs différences, à collaborer pour résoudre cette crise et rédiger une Constitution qui soit acceptable pour tous nos concitoyens, ainsi qu'à faire en sorte que la seule solution acceptable à cette question aboutisse à un pays uni d'est en ouest qui s'appelle le Canada.»

### *La Constitution*

Je suis entièrement d'accord avec la majorité de mes électeurs qui ont cette opinion.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Si la députée a d'autres notes qu'elle voudrait déposer auprès du greffier, elle est autorisée à le faire.

**M. David Bjornson (Selkirk—Red River):** Monsieur le Président, je tenterai d'être bref dans mes commentaires ce soir car je sais que plusieurs députés de la Chambre veulent participer à ce débat. J'estime qu'il est important que nous ayons tous la chance de faire part à la Chambre de nos points de vue sur l'avenir de notre pays. Comme beaucoup d'autres députés qui ont pris la parole ici ce soir et à d'autres moments, j'ai institué, dans ma collectivité, un comité qui a fait un examen approfondi des propositions constitutionnelles.

Ce comité a adopté une approche en deux volets. Il a exposé aux habitants de ma circonscription les différentes propositions et pris le temps d'entendre leurs préoccupations et leurs opinions. Ensuite, il a rédigé un rapport assez imposant.

Comme beaucoup d'autres groupes, il a pu, et j'en suis très heureux, présenter son mémoire au comité mixte spécial. Je crois sincèrement qu'il a transmis un message très important de la part des habitants de Selkirk—Red River.

Je voudrais dire à la Chambre, maintenant, que je ne suis pas particulièrement d'accord avec tous les points qui ont été avancés, mais je sais que les travaux du comité reflètent véritablement les présentations reçues, les renseignements recueillis et le fruit des discussions.

Je voudrais féliciter ce que l'on a appelé le comité Schreyer de Selkirk—Red River de son excellent travail et j'espère sincèrement que lorsque nous passerons à l'étape suivante il aura encore l'occasion, de la manière qu'il juge utile, de participer aux discussions sur la mesure législative proposée.

Alors que nous parlons des efforts déployés dans le passé, je pense qu'il serait plus important de reconnaître les efforts qui vont commencer ce soir, vu que le comité mixte spécial a arrêté ses audiences publiques et va maintenant s'attaquer au processus de rédaction de son rapport. Je pense qu'il est important que tous les députés appuient cet effort.